



# L' AGRICULTURE FAMILIALE

## SOCLE DU DEVELOPPEMENT LOCAL

**Capitalisation des expériences en matière  
d'agriculture familiale au sein d'un réseau  
de professionnels du développement  
en Afrique de l'Ouest**

# 2014

Projet soutenu par la Région Rhône-Alpes



# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

1. Promouvoir la place d'une agriculture familiale au sein des dynamiques de développement local?  
p.6
2. La capitalisation des expériences  
p.6

## PRÉSENTATION DES PARTIES PRENANTES

1. Le CIEDEL  
p.10
2. Le RAFOD  
p.10
3. Le Réseau de praticiens du développement  
p.11
4. Les contributeurs à cette capitalisation  
p.12
5. Coordination et animation  
p.13

## CLARIFICATION DES CONCEPTS

1. L'agriculture familiale  
p.16
2. Le développement local  
p.19

## LIEN AGRICULTURE FAMILIALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

1. Plusieurs dimensions en synergie  
p.25
2. Dimension sociale :  
Des acteurs au cœur du changement  
p.28
3. Dimension technique et économique :  
Le renforcement des capacités productives  
p.33
4. Dimension politique :  
Un cadre institutionnel porteur  
p.39

## PAROLES D'ACTEURS

Accompagner : une question de posture  
p.47

## CONCLUSION

p.49

---

**« QUAND  
UN ARBRE TOMBE,  
ON L'ENTEND;  
QUAND  
UNE FORET POUSSE,  
PAS UN BRUIT »**

---



## 1. Promouvoir la place d'une agriculture familiale au sein des dynamiques de développement local ?

La place de l'agriculture est redevenue, ces dernières années, une préoccupation majeure pour les acteurs du développement. Les approches conceptuelles du développement sont en pleine mutation et tendent à valoriser notamment la prise en compte de dynamiques territoriales.

La promotion des processus de développement local et de l'agriculture familiale vont donc de pair, car les deux ont pour souci premier de valoriser le développement socio-économique de proximité. Concrètement, l'agriculture, et plus spécifiquement la promotion de l'agriculture familiale, constitue un enjeu crucial de cette évolution.

Pour cela, il nous semble important que **l'ensemble des acteurs de développement décideurs, bailleurs, agents de terrain soient davantage en mesure de prendre en compte l'agriculture familiale** au sein des grandes orientations politiques, mais également, qu'ils soient porteurs de projets, de programmes ou de dynamiques de développement local durables intégrant de façon substantielle cette dernière.

Le «réseau des praticiens du développement» ayant été formés au CIEDEL est constitué de nombreux acteurs qui interviennent dans le domaine de

l'agriculture familiale ; formés au développement local, cela les amène à articuler ces deux processus dans leurs pratiques quotidiennes.

Ainsi, réaliser une capitalisation afin de valoriser et de mieux faire connaître leurs expériences nous semble, même modestement, mais de façon riche et concrète, participer à ce travail de promotion.

Ce projet de capitalisation a été porté par le RAFOD en lien étroit avec le CIEDEL. Il se veut avant tout le résultat des contributions précieuses des participants qui ont apporté au pot commun leurs riches expériences de professionnels. Qu'ils en soient dès à présent chaleureusement remerciés.

## 2. La capitalisation des expériences

La capitalisation, différente d'une évaluation, n'interroge pas les résultats des actions. Elle vise à observer les pratiques et les savoir-faire ayant été mobilisés par les acteurs. La capitalisation se concentre sur le «comment» d'une action beaucoup plus que sur le «pourquoi». En ce sens, elle permet d'explicitier et de formaliser des savoirs empiriques souvent diffus, afin de pouvoir les organiser dans une double optique de transférabilité et de partage.

Le présent travail est le fruit de la capitalisation de 8 expériences qui illustrent de façon très concrète les liens entre développement local et agriculture familiale. Il ne vise, en aucun cas, à traiter de manière exhaustive toutes les problématiques liées à l'agriculture familiale. Beaucoup d'ouvrages, documents ont été écrits dans ce sens. Il présente



AVSF ©

ici des expériences vécues, des paroles d'acteurs, des savoir-faire mobilisés pour créer et favoriser ces liens.

A partir des expériences capitalisées, plusieurs dimensions se dégagent agissant en étroite collaboration : la dimension territoire, la dimension sociale produisant le changement, la dimension technique et économique, la dimension politique et la dimension environnementale. Le document est structuré autour de ces axes principaux à partir d'exemples significatifs.

**Nous espérons que cette capitalisation pourra être une source d'inspiration pour des acteurs du développement :**

- qui ont besoin de mieux connaître les concepts et pratiques liés aux agricultures familiales, notamment à partir de la traduction

et de la relation que peuvent en faire les praticiens eux-mêmes

- qui souhaitent améliorer leurs actions d'appui aux agricultures familiales
- qui ambitionnent de s'engager dans une action en lien avec l'agriculture familiale.

---

**« ON NE PEUT  
PAS TRESSER LA TÊTE  
D'UNE PERSONNE  
EN SON ABSENCE »**

---



## 1. Le CIEDEL

Le CIEDEL, Centre International d'Etudes pour le Développement Local, est un membre associé du Pôle Facultaire de Droit, Sciences Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Lyon. Créé en 1990, il est constitué, depuis 2005, en association loi 1901.

**Le CIEDEL cherche à promouvoir et approfondir les enjeux du développement local et de la coopération décentralisée** dans un monde où l'évolution de la mondialisation pose de plus en plus, la nécessité d'une recherche d'équilibre entre une aspiration au progrès (amélioration des conditions de vie) pour tous et la préservation des équilibres au niveau social, économique et environnemental.

La mission principale du CIEDEL est donc de renforcer les capacités des professionnels du développement local du Nord et du Sud, à travers, tout d'abord, un cursus de formation de 12 mois pour le titre d'« Expert en Ingénierie de Développement Local » reconnu par l'Etat français (RNCP au niveau 1, équivalent Master 2), mais également à travers différentes activités d'appui et d'accompagnement des acteurs et actrices de terrain (évaluations, appuis institutionnels, capitalisations, etc.), de production de connaissances sur des thématiques liées au développement local, à la décentralisation et à la coopération décentralisée ainsi que d'animation de réseaux d'acteurs du développement local.

## 2. Le RAFOD

**Le Réseau d'appui aux Actions et Formations pour le Développement (RAFOD) a pour principales missions de favoriser l'accès aux formations pour les professionnels du développement notamment des pays du Sud et de mettre en lien les acteurs du développement** entre eux (animation d'un réseau international de praticiens du développement).

Plus de 800 hommes et femmes constituent le réseau animé par le RAFOD. Ils sont pour la plupart d'anciens étudiants et stagiaires du CIEDEL. Ils sont répartis dans une soixantaine de pays, dont une grande majorité en Afrique de l'ouest.

**Le RAFOD anime ce réseau à travers différentes activités** (rencontres-pays, diffusion d'informations, veille documentaire, ateliers de production méthodologique, mise en réseau avec des structures du Nord, participation à des expertises, formation...). Ainsi, de façon régulière, des ateliers de réflexion-formation sont organisés à l'attention des membres sur des thématiques phares dans le champ du développement local: par exemple, le financement du développement local (2009 et 2010, à Lyon, Yaoundé, Bamako) ; l'interculturel dans les projets de développement (2012 à Dakar) ; la citoyenneté internationale (2014 à Antananarivo).

Depuis quelques années, le RAFOD cherche à diffuser le fruit de ce travail et à valoriser les expériences et les pratiques du réseau.

## 3. Le Réseau de praticiens du développement

**Ce réseau informel est essentiellement constitué par les anciens stagiaires et étudiants du CIEDEL.** Il rassemble des professionnels qui sont aujourd'hui des acteurs clés du développement local. Ils occupent des postes dans tous les domaines (agriculture, urbanisme, coopération, éducation, santé, environnement, etc.) et dans une grande variété d'institutions (ministères, collectivités locales, organismes internationaux, ONG locales

ou internationales, syndicats, groupements, entreprises, indépendants, Eglises...). Nombreux sont ceux qui exercent actuellement d'importantes responsabilités et se trouvent en situations décisionnelles (hauts fonctionnaires, cadres, élus locaux et régionaux...).

**La capitalisation a été réalisée de façon collective lors d'un atelier à Ouagadougou en Mai 2013.** Les participants à cette capitalisation avaient des expériences significatives et très diverses en Afrique de l'Ouest. 3 groupes ont été formés autour d'expériences assez proches, donnant ainsi des entrées complémentaires dans le sujet.

*Johnson Sabin ©*



## 4. Les contributeurs à cette capitalisation

Ont donc participé à cette capitalisation 8 membres du réseau :

### EGBENOVİ AGBO

Togo, Formateur, Consultant, Directeur Bureau d'Etudes Dave&Sim Conseils

#### Expérience capitalisée :

appui aux exploitations forestières pour une production améliorée et en vue de participer à l'aménagement des territoires communaux.

### YAWO AGBOLI

Togo, exploitant agricole, naturopathe ; consultant

#### Expérience capitalisée :

développement d'une agriculture familiale basée sur les principes agro-écologiques et développement de la naturopathie en vue de sa propre production et diffusion de pratiques innovantes.

### MOUSSA BALDE

Sénégal, Coordinateur national d'AVSF (Agronome et Vétérinaires sans frontières) Sénégal

#### Expérience capitalisée :

appui à la mise en place d'une ceinture laitière périurbaine en mobilisant les différents acteurs en vue de générer des dynamiques socio-économiques locales.

### NÉMAOUA BANAON

Burkina Faso, Gestionnaire d'un bureau d'études et de formation et temps partiel au Gret.

#### Expérience capitalisée :

en collaboration avec l'association APESSE, mise en place de « bilans simplifiés d'exploitations familiales » pour établir une situation de référence des exploitations familiales, en vue de déployer des stratégies de sécurité alimentaire.

### LUC CAMARA

Mali, Coordinateur National de l'ONG Yiriwa Bulonba /CERFADEL (Cercle d'étude, de réflexion, de formation, d'appui à la décentralisation et au développement local)

#### Expérience capitalisée :

renforcement de l'agriculture familiale à travers la mise en place d'un cadre d'échange et de concertation entre tous les acteurs, l'éducation populaire au développement et l'apprentissage de la gestion collective.

### KAGNE DOUNIA

Tchad, Formateur en milieu rural, Directeur d'Inadès-Formation Tchad

#### Expérience capitalisée :

contribution à des campagnes d'information et de mobilisation d'acteurs de développement et plus spécifiquement d'acteurs des milieux ruraux en vue de promouvoir des politiques en faveur d'un développement durable via l'agriculture familiale.

### SAÏDOU HASSANE

Burkina Faso, Assistant technique de projets, EAU VIVE

#### Expérience capitalisée (non liée au poste actuel) :

appui aux dynamiques de développement socio-économiques de communes rurales à travers l'organisation d'exploitants agricoles pour la production maraichère et à la commercialisation au-delà du local.

### SIMON TOMETY

Bénin, Consultant, Chercheur et Formateur

#### Expérience capitalisée :

Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) du Bénin pour leur participation à l'élaboration de la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU).

## 5. Coordination et animation

L'animation de l'atelier, le suivi du projet et la rédaction du présent document ont été assurés par 2 formatrices du CIEDEL :

### BLANDINE LE BOURGEOIS,

formatrice et chargée de mission au CIEDEL.

Elle dispose d'une longue expérience en matière d'agriculture et de développement rural en Afrique de l'Ouest, d'accompagnement et gestion d'organisations de développement ainsi que d'appui à des processus de capitalisation.

### ANA MARIA OLIVEIRA

formatrice, chargée de mission et également directrice des études au CIEDEL.

Au sein de l'équipe du CIEDEL, elle est spécialisée en méthodologie de capitalisation.

### MARIE-LOUP FALL-GUERIN

qui pilote l'animation du réseau des praticiens du développement.

La coordination du projet a été réalisée par la directrice du RAFOD.

---

**« LE SAVOIR  
COMME LE FEU  
SE CHERCHE  
CHEZ LE VOISIN »**

---



## 1. L'agriculture familiale

**L'agriculture familiale domine largement le paysage agricole mondial.** 43% de la population active mondiale est employée dans le secteur agricole ; 60% en Afrique et Asie.

Et 3 milliards de personnes vivent de l'agriculture familiale, dont la moitié sur de petites exploitations.

Le concept d'agriculture familiale<sup>1</sup> a fait couler beaucoup d'encre et la diversité de ses définitions nous conduit à parler des "agricultures familiales", en mettant ici un focus sur l'Afrique de l'Ouest, terrain de la présente capitalisation.

Les agricultures familiales... c'est avant tout une histoire commune, un mode de relations sociales et également un choix de société :

*« Des exploitations dont la taille permet une répartition équitable des facteurs de production et limite leur concentration, assurant ainsi la création ou le maintien d'emplois en milieu rural et qui permet un revenu décent aux familles "paysannes" <sup>2</sup> ».*

En Afrique de l'Ouest, l'agriculture familiale est caractérisée par :

- **La main d'œuvre** familiale qui est première, sans exclure toute autre forme d'entraide, spécifique à chaque pays ou région...
- **L'objet de la production qui est bien sûr "pour vivre"** mais également, et sûrement de plus en plus, dans des exploitations familiales plus modernes et/ou de type entrepreneurial **pour assurer un revenu familial décent.**

... Même si...

- 60 à 85% des agriculteurs dans les pays en développement sont considérés comme "petits producteurs" (= < 3 hectares)
- La majorité des exploitations utilise un outillage strictement manuel : 55% des familles n'ont aucun équipement de base pour leur exploitation familiale
- 70% des personnes souffrant de la faim sont des paysans.

### Des stéréotypes à éliminer !

- Petites exploitations
- Non performantes
- Non équipées
- Visant et permettant uniquement la subsistance de la famille

<sup>1</sup> Données de ce chapitre, extraites de différents documents : « Défendre les agricultures familiales : lesquels et pourquoi? », Décembre 2007, Coopération sud // ROPPA, 2000 et 2011 // Rapport Banque Mondiale, 2008 // Revue du Secours Catholique, 2014 // Extrait d'information de la FAO, site internet de la Confédération paysanne

<sup>2</sup> Définition de AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière)

## Traits communs des Agricultures familiales

**1. Main d'œuvre familiale** (sans exclure le salariat) qui porte un mode de vie et des valeurs qui y sont attachées, basées sur :

- L'organisation familiale,
- La transmission et la sauvegarde de la terre (dynamique trans-génération et patrimoniale; travail avec la nature)
- L'autonomie (capacité d'adaptation et de décision)

Et de ce fait...

**Lien social fort : famille/activité économique/territoire**

**2. Pluri activité** tenant compte des écosystèmes locaux

**3. Grande diversité des types de production**, liée aux fruits de l'histoire, au contexte géographique/climatique, mais aussi socioculturel et politico-économique

AVSF ©



Le terme "Agriculture Familiale" n'est pas utilisé partout. L'appellation varie selon les contextes. En Europe c'est le terme Agriculture paysanne qui est plus courant : la Confédération Paysanne définit « *L'Agriculture paysanne est une agriculture dans l'intérêt de la société* ».

**Les agricultures familiales peinent à bénéficier de financements et équipements adéquats**, dans les différentes régions du monde, les décideurs donnant le plus souvent priorité aux agricultures industrielles :

- En Afrique sub-saharienne : 80 % des exploitations sont familiales mais seulement 4 à 7% des investissements publics sont consacrés à l'agriculture familiale, malgré les accords de Maputo (2003) qui prévoient d'allouer 10% des budgets nationaux pour l'agriculture

- Au Brésil, par exemple, le budget du ministère du développement agricole, en charge de l'agriculture familiale, est 5 fois inférieur à celui du ministère de l'agriculture en charge de l'agrobusiness...

**L'agriculture familiale « ne va pas sauver le monde à elle seule », mais elle est, sans aucun doute, l'une des solutions possibles**, car elle dispose de véritables savoir-faire, est déjà source d'emplois d'une manière non négligeable et nourrit près de 70% de la population mondiale...



CIEDEL ©

**Ainsi, l'agriculture familiale va bien au-delà de l'autosubsistance, tout en restant fortement liée à la nature, à la préservation de l'environnement et aux modes de vie.**

Elle vise une production performante et également marchande (marchés locaux, nationaux et même internationaux) - sans être "productiviste" - conditionnée cependant par :

- une prise en compte et influence des politiques publiques

- un cadre favorable : accès aux matières premières, information, formation, technologie, infrastructures, recherche, service de crédit et commercialisation, assurance maladie / protection sociale...

**Elle a de vrais défis à relever :**

- produire plus (productivité de la terre et du travail) et mieux (qualité des produits, valeur environnementale, limitation des pertes...) pour répondre à la croissance des besoins alimentaires et à l'approvisionnement des villes et des territoires ruraux (plus d'autonomie)

- produire en gérant astucieusement les ressources naturelles, puisque les exploitations familiales sont des acteurs socio-culturels incontournables du milieu rural, de la préservation de la biodiversité et de l'équilibre des écosystèmes...

- assurer des **revenus décents et réels** aux producteurs et productrices<sup>3</sup>

- dynamiser l'économie de façon efficace, en offrant entre autres, des emplois rémunérateurs dans le monde rural.

**L'Agriculture familiale n'est pas un secteur à part. Elle est fondée sur de multiples fonctions : économiques, sociales, culturelles, environnementales et territoriales ... en ce sens l'agriculture familiale participe pleinement au développement local d'une région.**

<sup>3</sup>. En Afrique de l'Ouest : les femmes sont responsables à 70% de la production alimentaire, à 100% de la transformation, à 50% du petit élevage et à 60 % de la vente sur le marché.

## 2. Le développement local

En France, la notion de développement local apparaît dans les années 60 en réaction aux effets négatifs des "30 glorieuses", période de croissance économique ayant entraîné une forte poussée d'industrialisation et de développement urbain, et la mise en place de grands pôles économiques :

- Réaction citoyenne et d'élus ruraux au processus de "désertification" des campagnes françaises vidées par l'exode rural, volonté de redistribution des fruits de la croissance économique mais aussi réaction pour redynamiser le monde rural.

- La JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne) milite pour innover dans l'agriculture, tout en préservant la cohésion sociale, la solidarité et la vie culturelle.

Le terme, très utilisé dans les années 70 et 80 en France, et qui a connu des fortunes diverses dans les pays du "sud", a progressivement été remplacé par ceux de "développement territorial" et "d'ingénierie territoriale", tant dans les sphères professionnelles que chez les chercheurs. Ce glissement sémantique traduit **le passage d'une démarche partant de la base et à forte connotation militante, vers une démarche institutionnelle essentiellement portée par les collectivités locales issues des processus de décentralisation.** Aujourd'hui, le "territoire" entre d'ailleurs en force dans tous les discours et dans la conception de nombreux projets et programmes, ce dont on peut se réjouir s'il s'agit, comme l'affirmait déjà en 1997 Pierre Calame, de la « *brigue*

*de base de la gouvernance du futur* »<sup>4</sup>.

Nous reprendrons néanmoins le terme de développement local, qui est **porteur de convictions fortes et permet de conjuguer différentes dynamiques : celles de la société civile locale et celles des autorités locales** qu'il cherche à articuler dans des systèmes de gouvernance locale pluri acteurs, aussi bien que celles des différentes échelles territoriales, du village ou du quartier au niveau mondial, en passant par l'espace clef régional, la ville, et le national, niveau supposé de mises en cohérence ; de même que les dynamiques portées par et vers les différents champs social, économique et environnemental, reliés dans le développement durable.

Deux définitions larges et assez répandues permettent d'appréhender ce qu'est le développement local :

*« Le développement local n'est pas la croissance ; c'est un mouvement culturel, économique, social qui tend à augmenter le bien être d'une société... »*<sup>5</sup>.

Cette déclaration de 1982, fait écho et précède celle sur le Droit au développement adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 4 décembre 1986 :

*« Le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus sur la base de leur participation active, libre et significative... »*

<sup>4</sup>. Le territoire, brique de base de la gouvernance du futur. Conférence au congrès NIKAN, 13 Septembre 1997

<sup>5</sup>. Etats généraux des Pays, Mâcon, Juin 1982

Nous pouvons y ajouter une définition qui veut résolument faire le lien entre les différentes dynamiques décrites ci-dessus :

« Démarche qui consiste à rassembler, sur un espace vécu comme une référence de proximité, le plus possible des forces en présence pour prendre des décisions et les mettre en œuvre de façon à assurer sur cet espace un “ vivre ensemble “ qui réponde le mieux possible aux besoins et aspirations de ceux qui y vivent et agissent, en valorisant au mieux les ressources locales et en négociant son projet avec les niveaux de décision supérieurs. »<sup>6</sup>

Pour prolonger ces définitions, nous pouvons souligner que le développement local :

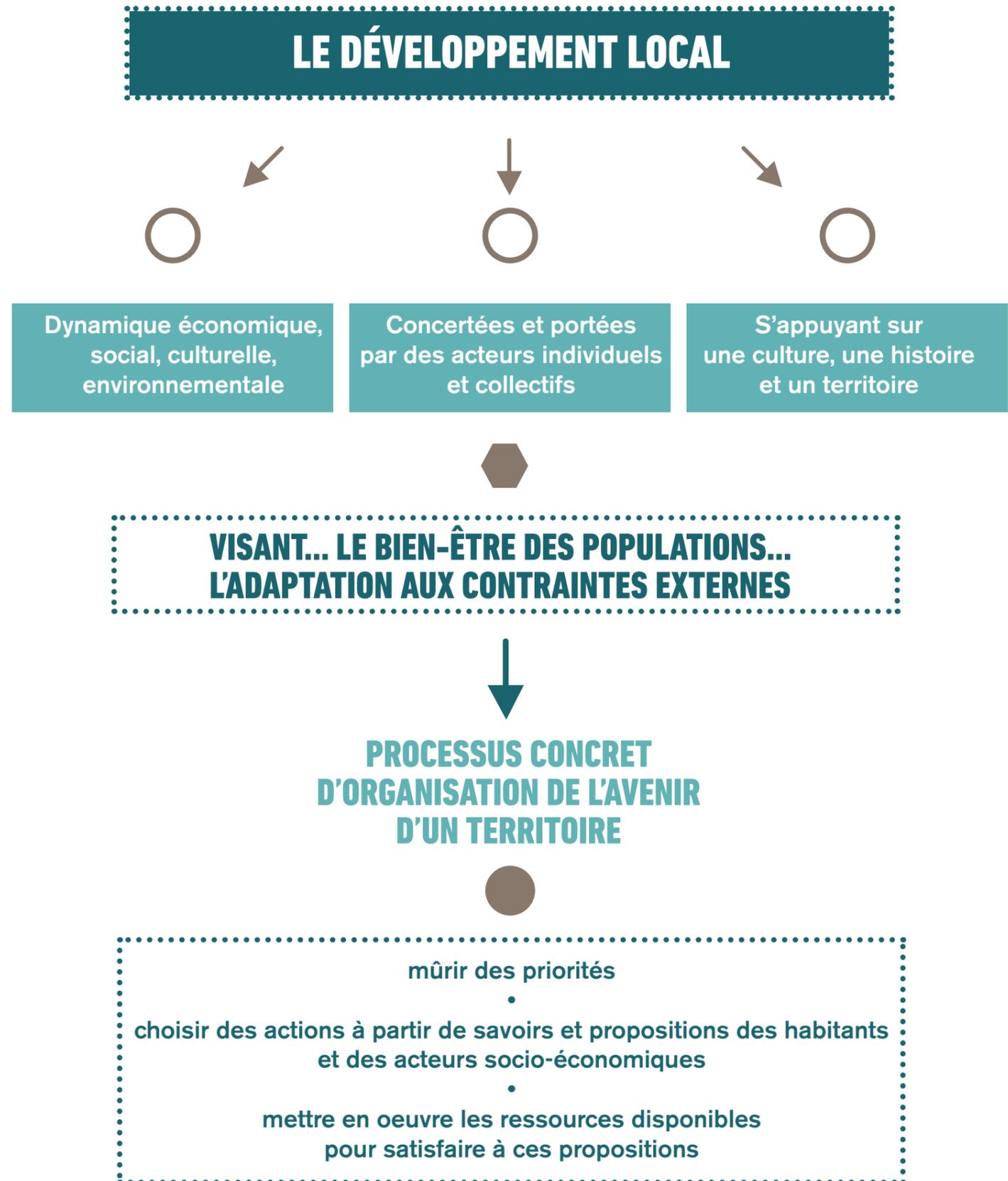
- S'intéresse à un “ territoire “
  - qui est un espace particulier, où s'est tissé un lien étroit entre la société et son lieu de vie, d'histoire, de culture, de production et d'échanges
  - en interaction avec les territoires voisins, voire d'autres lointains
  - et avec les espaces plus vastes dans lequel il est englobé.
- Rassemble des volontés, donc des acteurs
  - publics et privés
  - associatifs et entreprises
  - locaux mais en négociant avec des acteurs externes
  - concernés par / compétents sur différents secteurs
  - simultanément engagés dans la réflexion et dans l'action.
- Est tourné vers l'avenir, pour changer la situation et s'ancre dans le concret, donc dans l'action.

**Le développement local vise à tirer le meilleur possible des potentiels et interactions existants dans un espace qui constitue un lieu d'ancrage et d'appartenance pour une population donnée.**

Il a donc une aire de déploiement apparemment limitée. Mais ce qui s'y joue, face à la mise en cause permanente des équilibres entre les différents systèmes - écosystèmes et systèmes sociaux, politiques et économiques - c'est :

- la liberté que se donne une société d'inventer ses propres solutions
- à une échelle où la réalité et la proximité des relations sociales permettent de débattre, de confronter les compréhensions et les intérêts, de construire ensemble des décisions
- non en visant le seul développement économique, ou la seule préservation de l'environnement... mais en cherchant à articuler de la façon la plus cohérente possible les attentes et les possibilités de la société, les ressources naturelles, sociales, culturelles, économiques, politiques, innovatrices du territoire, en prenant garde à ses vulnérabilités, qu'elles soient liées aux réalités géographiques, historiques, sociales ou politiques
- en lien avec d'autres échelles territoriales pour corriger les déséquilibres et inégalités dans le développement socio-économique, éducatif, culturel, souvent générés par d'autres logiques de développement
- en lien avec d'autres territoires pour “faire réseau“ et partager des savoirs faire, des innovations et des forces de changement qui peuvent faire levier à des échelles plus vastes.

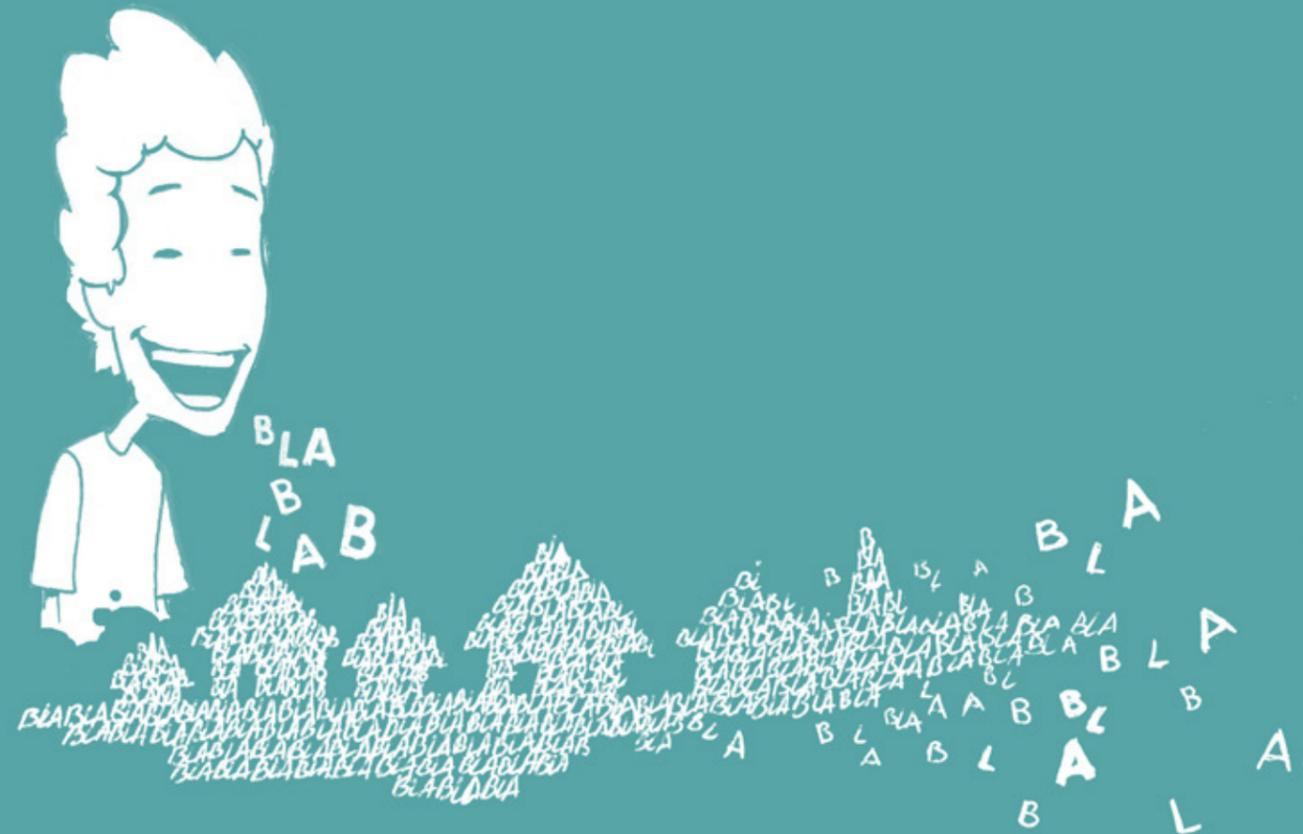
<sup>6</sup>. C. Delhay. CIEDEL



---

**« LA PAROLE  
AVAIT BÂTI UN VILLAGE  
QUI FÛT BEAU ET PROSPÈRE  
MAIS HÉLAS,  
QUI N'A PAS RÉSISTÉ  
AUX INTEMPÉRIES,  
FAUTE D'ACTION  
CONCRÈTES »**

---



## 1. Plusieurs dimensions en synergie

L'agriculture familiale (AF) et le développement local (DL) sont des processus qui s'inscrivent dans le long terme (15/20 ans), qui s'ancrent à la fois dans un " terroir et un territoire ", caractérisé par une géographie, une histoire et une culture communes, et qui font appel à une mise en synergie de nombreux éléments, tous indispensables et agissant en interrelation.

**Si le développement local considère tous les acteurs et toutes les dynamiques d'un territoire,** les agricultures familiales, totalement ancrées dans le terroir, en sont une composante incontournable car leur activité contribue directement aux enjeux majeurs du développement local...

### ... Enjeux des territoires ...

- sécurité et souveraineté alimentaire : production pour la communauté
- lutte contre la pauvreté : moteur de l'économie locale à travers la génération de revenus et la création de flux monétaires lorsqu'elles « exportent » des produits hors du territoire, et à travers les emplois qu'elles proposent notamment par la mise en place de chaînes agricoles et alimentaires
- gestion des écosystèmes et territoires ruraux: systèmes de production valorisant les ressources (eau, sol, biodiversité...) pour le court terme et les préservant, les améliorant

de façon durable (long terme) ; Et contribution importante à l'aménagement des territoires ruraux étant eux-mêmes "aménageurs" et "demandeurs" d'aménagements.

Les AF contribuent particulièrement au dynamisme socio-économique des territoires ruraux - donc au développement local - , par le maintien d'une population sur le territoire et par les interrelations qu'elles entretiennent avec les autres acteurs au-delà de la chaîne agricole et alimentaire. Il en va de l'équilibre des territoires (répartition des populations, gestion des ressources...), à l'heure où les villes connaissent une forte expansion, sachant qu'environ 2 personnes sur 3 vivront en ville d'ici 2050...

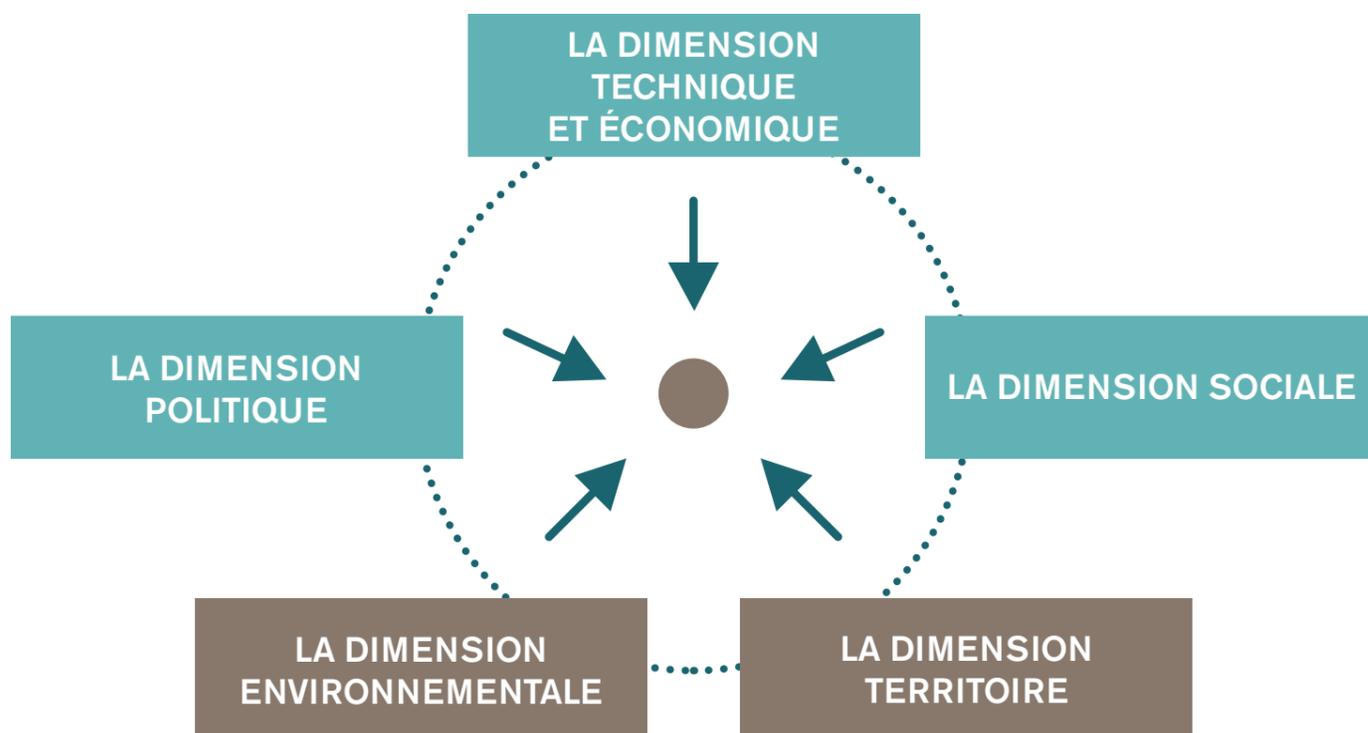
**Si les agricultures familiales sont socle du développement local,** alors elles sont un véritable défi pour l'ensemble des acteurs du DL, notamment pour l'environnement institutionnel local, régional, national et international, souvent peu favorable aux agricultures familiales. Même si beaucoup de pays ont placé leurs espoirs sur l'agriculture familiale pour résoudre les problèmes de pauvreté, la prise de décision politique, pour la soutenir, demeure encore trop faible.

## ... Enjeux pour les politiques publiques ...

- qui leur donnent peu d'accès aux moyens de production et de développement : politiques et services aux niveaux du foncier, du financement, de l'accès à la formation, à l'accompagnement technico-économique, aux investissements, aux marchés (nationaux, internationaux ? ou encore quelle régulation des marchés ? quelle politique quant aux chaînes de transformation, conditionnement, commercialisation ?)
- à commencer par l'accès à la terre: une condition première pour produire et innover et

pourtant bien difficile dans de nombreux pays ou régions du monde (répartition et qualité des terres ; fréquente superposition des droits coutumiers et étatiques provoquant des blocages; investissement dans la terre tant par des urbains nationaux que par des capitaux internationaux ce qui modifie complètement le rapport à la terre et l'organisation sociale, etc.)

- pour donner aux agricultures familiales la capacité de déployer leurs potentiels de performance: souvent encore faiblement performantes, elles ne dynamisent pas ou pas encore suffisamment l'économie.



Ainsi, et à partir des 8 expériences capitalisées ici, se dégagent plusieurs dimensions agissant en étroite interrelation.

### • La dimension territoire :

elle est première, car le lien naturel et évident entre agricultures familiales et développement local, c'est bien le territoire !

Un territoire, c'est une construction évolutive...

- histoire commune sur le passé et pour l'avenir
- système de référence accepté par tous (ex : affectation des terres, utilisation des ressources en eau, aménagement et entretiens des chemins et voies d'accès...)
- développement de l'espace commun en préservant ses fonctions sociales, culturelles, économiques, écologiques, etc.

### • La dimension sociale :

interrelations, dynamique d'acteurs, amélioration des conditions de vie.

• **La dimension technique et économique :** pratiques de production, soutien aux exploitations familiales, accès aux marchés.

• **La dimension politique au sens large :** politiques publiques mais également réseaux de réflexion, d'innovation et d'influence (niveaux local, national, international).

### • La dimension environnementale :

maintien de la biodiversité, gestion et reconstitution des ressources naturelles, lutte contre le changement climatique.

Les principes du développement local permettent une approche holistique du monde rural en tenant compte de ses diversités et complexités à tout niveau y compris en dynamisant les agricultures familiales afin qu'elles puissent jouer pleinement leurs rôles. De même, des agricultures familiales performantes et organisées seront à leur tour dynamisantes pour le développement d'un territoire.

Il s'agit de ne négliger aucune de ces dimensions et de n'en privilégier aucune... Simple de leur donner leur juste valeur et de les développer chacune au moment opportun et en écho avec les autres...

La dimension territoire étant socle de l'AF et du DL, et donc transversale et sous jacente à toute dynamique, la capitalisation des expériences présentées dans ces pages met en évidence des savoir-faire consistants, principalement sur 3 dimensions : sociale, technico-économique et politique ; savoir-faire ayant contribué au succès d'initiatives d'acteurs en Afrique de l'Ouest ; initiatives ayant pour point d'entrée à la fois l'AF et le DL.

## 2. Dimension sociale : « Des acteurs au cœur du changement »

### Choisir ses formes d'organisation et ses règles de fonctionnement

Un processus de DL exige une grande représentation de la diversité des acteurs (privés, publics, toute catégorie socioprofessionnelle, tout âge...); leur implication, participation et responsabilisation en sont la base. Cela n'est possible qu'à travers la création et l'animation d'espaces d'échange et de concertation, réunissant des acteurs individuels et/ou collectifs.

Ces espaces sont à la fois des vecteurs de mobilisation (d'où l'importance de leurs règles de fonctionnement et leur efficacité) et de construction d'un futur commun pour le territoire, prenant notamment en compte l'utilisation des ressources locales en vue du développement global de la communauté.

En effet, la participation de toutes les forces endogènes, non seulement au niveau information ou consultation, mais plus encore aux niveaux concertation, coordination, et codécision - pour les actions à mener mais aussi l'élaboration d'une vision d'avenir, les choix d'organisations, les attributions des rôles etc. -, est indispensable pour une appropriation collective.

La participation et l'implication des acteurs apportent une dimension sociale forte et touchent des valeurs incontournables du milieu rural :

- créer, renforcer les liens ; revitaliser, revivifier les solidarités
- débattre de projets d'avenir avec pour but, la poursuite d'intérêts communs, conscients, identifiés, explicités.

« La synergie des forces et la mutualisation des ressources renforcent la solidarité »

**Des acteurs d'une communauté villageoise et d'une organisation d'appui ont scellé un partenariat avec des règles posées conjointement, gage de respect mutuel et de sérieux du programme de DL**

De concert avec les autorités villageoises nous avons organisé une réunion générale d'information et de sensibilisation au cours de laquelle ont été discutés la démarche, les conditions du partenariat, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacun. Les différents publics (jeunes, adultes, anciens, femmes et hommes) étaient présents pour partager leurs avis.

C'est sur la base de cette consultation populaire, réalisée à plusieurs reprises sur la place publique, avec le maire (ou son représentant), que le partenariat fut scellé.

Les acteurs se sont engagés d'un commun accord, pour une participation dans la durée et à fréquence régulière (une fois par semaine) d'au moins 25 à 30% de la population de plus de 15 ans, des différentes composantes de la population du village. La communauté a défini elle-même le rythme et les horaires pour la tenue des rencontres.

## S'organiser entre acteurs

Il est important que les acteurs concernés soient maîtres de leurs propres actions et qu'ils gardent cette maîtrise dans la durée. Si toute dynamique d'organisation collective naissante, quelle qu'elle soit, fait souvent ses preuves dans un style plutôt informel, un certain niveau d'organisation et de structuration devient souvent nécessaire au fur et à mesure des avancées opérées. Toute forme de structuration et/ou d'organisation est avant tout une réponse à un besoin, un contenu de projets communs, (et non pas l'inverse comme on le voit souvent : mise en place de structures restant des "coquilles vides" ...).

Les modalités de fonctionnement établies ainsi ensemble sont un gage de réussite et le partenariat bien défini en amont permet de suivre les règles communes : par exemple, un des ateliers a été annulé du fait de l'absence de présence effective de la population ; ou après 15 mn de retard...

« Les alliances internes sont souvent plus fortes que les alliances externes »

Bien sûr, cela suppose de construire et former une communauté où chaque acteur prend conscience de son rôle et de sa responsabilité, même si des acteurs extérieurs soutiennent le processus.

Johnson Sabin ©



**Des producteurs se sont structurés avec l'accompagnement d'une organisation afin de s'assurer du respect des exigences pour une production de qualité**

Les producteurs se sont regroupés selon la configuration et la typologie des exploitations : producteurs de pommes de terre ensemble, producteurs de haricots vert, ensemble... ; répartition en tenant compte des affinités personnelles en vue de favoriser l'entraide au travail...

Ils ont choisi des responsables de sites ayant une fonction de suivi permanent ; suivi des exigences pour la qualité requise du produit fini : une vigilance sur l'ensemble des étapes de production du semis jusqu'au transport, en passant par le conditionnement.

## Des éleveurs ont pris soin de découvrir d'autres expériences avant de définir leur forme d'organisation tout en saisissant l'opportunité d'amélioration technique

Avant la création de la coopérative, les éleveurs nous ont demandé des informations sur l'existant : nous avons alors cherché des documents officiels sur les types d'organisations afin de réaliser une étude comparative des avantages et inconvénients de chaque modèle d'organisation; étude que nous avons partagée aux éleveurs pour mise en débat. Demandeurs de plus d'information, nous avons alors organisé un voyage à la chambre de commerce de la ville voisine. Ces 2 étapes ont permis aux éleveurs de valider leur choix pour le système coopératif.

Puis, nous avons accompagné la structuration de la coopérative :

- en aidant les éleveurs à retravailler et à reformuler des textes existants, tout en y intégrant de nouveaux éléments adaptés à leur propre organisation
- en accompagnant le bureau dans ses démarches administratives pour la constitution du dossier ainsi que pour l'obtention des autorisations nécessaires.

Au cours de cet accompagnement, les réalités socioculturelles des exploitants sont prises en compte. Ainsi dans la mise en place de la coopérative de lait, les éleveurs ont défini eux-mêmes leur mode de participation au capital :

- au lieu de demander une contribution en espèce aux membres, ils ont pris l'initiative de proposer à chacun d'apporter l'équivalent de la souscription en nature (lait)

- pour la mise en place des organes de gestion de la coopérative, un comité des sages a été institué pour servir de garant et de veille sur la bonne marche de l'organisation

- l'initiative a également été une opportunité pour améliorer les techniques de production (alimentation des animaux, cultures fourragères, étable fumière permettant la fumure organique...).

## Inviter au dialogue et à l'implication de tous

Organiser des espaces de concertation, s'organiser en tant qu'acteurs, est une étape ; dialoguer pour bâtir un futur commun en est une autre. Il est nécessaire de mettre en place un cadre qui favorise le **dialogue** en vue d'une construction d'une **vision commune** du développement, des changements souhaités dans la communauté quels qu'ils soient, tout en tenant compte des spécificités du milieu, y compris celles relevant du " fruit de l'histoire de la communauté". En effet, l'antagonisme entre acteurs ou structures dû à l'absence de dialogue constitue souvent un obstacle majeur à un réel progrès au niveau du territoire, au risque que chacun vise uniquement ses propres intérêts.

Ainsi, une dynamique de développement local et une dynamique de développement des agricultures familiales, peuvent amener

un changement social ; ce dernier passe par le **dialogue** et la **codécision** ainsi que par la **maîtrise collective** de l'environnement.

Ceci se traduit par 6 principes communs aux 8 expériences recueillies :

- le respect des libertés individuelles et collectives
- les prises de décisions et leur exécution par l'ensemble ou la majorité des acteurs
- l'égalité et le libre accès de tous à l'information
- la transparence
- l'alternance pacifique des délégations de gouvernance
- le respect strict des engagements pris par les acteurs.

La synergie des acteurs au niveau de la communauté constitue donc un impératif visant à éviter l'éparpillement des efforts. Il s'agit évidemment de s'organiser mais surtout de **trouver le mode de fonctionnement** qui **correspond** à la communauté et qui porte le dialogue pour un mieux-être commun.

**Mise en place d'une structure de coordination et gestion des actions de développement du village à travers un processus de consultation référendaire, ceci afin de favoriser la représentation et l'implication de toutes les couches et entités du territoire**

Le village s'est structuré autour de 3 pôles de pouvoir : le législatif (conseil des anciens), l'exécutif (CA de l'association de développement du village = gouvernement villageois) et le comité de contrôle villageois. Nous avons soutenu l'émergence de l'association de développement, structure légitime de coordination et gestion des actions de développement, qui s'est donné pour mission de :

- promouvoir le développement économique, social, culturel et environnemental du village être interlocuteur officiel vis-à-vis de tous les intervenants extérieurs
- assurer la mise en œuvre et le suivi du plan de développement villageois
- vérifier l'appropriation des contenus des ateliers, en considérant que :
  - les rappels favorisent l'assimilation et la mise en pratique
  - une faible appropriation signifie reprise de l'atelier (pas d'atelier nouveau)
  - un atelier reporté plus de trois fois faute d'appropriation et/ou d'implication des acteurs, entraîne la fin du partenariat.

La structure de coordination insiste sur l'implication de tous dans la durée au regard du processus instauré, ce qui implique de veiller à la bonne compréhension au fur et à mesure, pour ne pas décourager certains des acteurs. Ainsi, il a été privilégié une stratégie d'éducation populaire au développement, et notamment, en favorisant l'appropriation des concepts à travers le vécu quotidien des acteurs, tout cela grâce à un travail de mise en confiance réciproque, au niveau individuel ou collectif.

## Prendre ses responsabilités en tant qu'acteurs

Le changement social s'accompagne ; il ne s'agit pas de faire à la place ou que ce soit une poignée d'acteurs qui décident et qui agissent pour les autres mais bien **une communauté qui s'engage** le plus possible en tenant compte de ses atouts et de ses contraintes, et surtout des **intérêts collectifs et individuels**.

**Permettre la prise d'initiative, se faire accompagner dans les processus de réflexion et de décision lorsque nécessaire, favorisent la responsabilité des acteurs.**

### Des producteurs s'engagent et prennent leurs responsabilités

Au moment du repérage des sites de productions maraichères, les exploitants assurent l'identification et la codification des parcelles ; puis l'organisation commune de la production, et ce, jusqu'au suivi du produit fini (contrôle de la qualité mis en place).

Chaque exploitant est conscient de son engagement et de l'importance du sérieux de la bonne tenue de son exploitation. Il se sent responsable du rendement de sa propre production, du respect des traitements, de l'arrosage et du partage des informations qui lui incombent entièrement.

De plus, la gestion des crédits et des intrants est totalement assurée par les producteurs

qui présentent un bilan financier à chaque fin de mois, en présence de tous et sous la responsabilité de leur comité de gestion.

Ainsi, chacun se reconnaît sur l'ensemble de la chaîne de production, ce qui crée un très fort sentiment d'appropriation du projet, force socio-économique du territoire.

### Des producteurs renforcent leurs capacités à prendre des décisions et à assurer leur responsabilité, à l'aide d'appuis / soutiens pour la mise en place de leur coopérative laitière

Dans le cadre de la création de la coopérative laitière, les "éleveurs pilotes" de la zone ont pris le temps de partager leurs expériences avec d'autres éleveurs afin de permettre l'extension des activités laitières dans les villages et l'identification d'éleveurs intéressés.

Les producteurs sont partis de leurs modes d'organisation et de gestion habituels pour établir le règlement intérieur de la coopérative ; ils ont décidé ensemble de clauses à mettre en place pour le retard dans les livraisons de lait, le non-paiement d'une avance sur les crédits d'intrants, les conditions d'adhésion (participation en nature pour démarrer la coopérative et permettre ainsi de coopter plus d'éleveurs) ou encore les quotas de livraison en hivernage (répartition en fonction des quantités livrées en saison sèche : plus on livre en saison sèche plus on aura à livrer en hivernage).

## 3. Dimension technique et économique : « Le renforcement des capacités productives »

### Une action de développement apportera le changement souhaité et des effets durables sur un territoire, dans une communauté, si elle correspond précisément à des besoins explicites.

Ainsi, loin des stéréotypes hélas encore trop courants, les agricultures familiales ont besoin d'être performantes pour répondre aux défis directs qui les attendent et pour être réel vecteur de dynamisme socio-économique en zone rurale. « *Qui souhaiterait en effet s'installer ou reprendre l'exploitation familiale si les conditions de travail et les revenus ne s'améliorent pas ?* ».

Ainsi, **le renforcement de capacités productives passe par une combinaison de facteurs** qu'il importe de mener de front : ces facteurs combinés servent de levier aux agricultures familiales et sont les principes mêmes du développement local qui touche tout acteur et tout niveau d'activités sur un territoire.

Ceci sous-tend une collaboration et une cohérence entre les acteurs, de la formation et des appuis, des ressources (foncières, eau, financement...), des marchés organisés, de la recherche, de l'innovation et des choix de techniques de production (accès intrants de qualité, crédit, équipement, intégration agriculture, élevage, forêt...), un certain niveau d'organisation (OP / Coopératives

/ Réseaux...), une politique réelle avec les moyens de sa mise en œuvre...

Au-delà du levier "acteurs" exposé dans le chapitre précédent, d'autres leviers sont pris en compte ici, à partir des 8 expériences des participants.

## Promouvoir l'innovation

En vue d'améliorer les capacités de production et les dynamiques de développement local, **l'introduction d'idées nouvelles au niveau technique, relationnel ou organisationnel... est le plus souvent porteuse**. Et cela, toutefois, à plusieurs conditions :

- l'identification des **ressources existantes et potentielles** (ressources humaines, techniques, financières...)
- la valorisation des **initiatives locales**
- la construction et la multiplication des échanges et des **interactions entre chercheur - producteur**
- la **volonté politique**.

Cela ne signifie pas que toute ressource soit endogène. Il s'agit de s'ouvrir à des nouveautés en prenant soin d'opérer une sélection réfléchie en fonction du projet commun. Et pour toute innovation concernant les agricultures familiales, c'est une étape primordiale avec **en soubassement des questions stratégiques** comme : « *allons-nous vers n'importe quelle forme d'agriculture ? Sommes-nous prêts à*

*accepter tout procédé cultural sous prétexte de marchés ? Proposons-nous également des alternatives permettant de résoudre les questions de court terme sans oublier ou occulter les enjeux du long terme? » etc.*

Ainsi, pour que des acteurs se mobilisent autour d'un projet technique et économique commun (aussi bien que dans une dynamique de DL) et innovant, les constantes suivantes ont été repérées à travers les 8 expériences :

- viser en premier lieu une innovation qui soit un réel atout, une réponse à un besoin... donc suscitant un intérêt certain pour les acteurs

- valoriser au maximum les savoir-faire locaux, les innovations qui ont déjà été acceptées et adaptées dans un village voisin ou par un groupe d'acteurs... **L'innovation à partir des savoir-faire locaux, des habitudes de production ou d'organisation a plus de chance d'être acceptée** et appropriée par les acteurs ; une innovation issue de la recherche aura d'autant plus de chance d'être appropriée qu'elle aura été menée en étroite collaboration avec les acteurs de terrain concernés (ici, les agriculteurs)

- accompagner le processus d'innovation :
  - partir d'un terrain connu et / ou s'appuyer sur des personnes reconnues dans le milieu et en qui les villageois ont confiance.
  - rassurer avec des informations précises et régulières.
  - encourager les acteurs à une absorption sélective de toute innovation, par le renforcement de leur capacité à faire des choix.

- montrer l'intérêt de l'innovation à travers des témoignages, des visites informelles, des discussions « sur le tas »... tout en veillant à rester accessible et compréhensible.

## Des acteurs se basent sur le témoignage pour promouvoir une innovation technique

*Les innovations passent par un point incontournable en milieu rural, véritable porte d'entrée d'un vrai partenariat : créer une **relation de confiance** dans la durée. Cela se traduit par exemple :*

- en travaillant avec des leaders reconnus par les producteurs de la région, ce qui donne l'assurance aux éleveurs d'être accompagnés aux niveaux technique et organisationnel

- en partant d'exemples d'actions concrètes réalisées ensemble ou par d'autres et qui ont bien fonctionné : Inviter un éleveur d'un autre village pour témoigner de la réussite d'actions proposées comme des étables pour vaches laitières (amélioration de l'existant et non pas importation en brut d'une nouvelle technique),... Le plus souvent, cet éleveur est lui aussi passé par un apprentissage de l'innovation : appuyé au départ, convaincu par d'autres exemples, visites ou témoignages... Il prend confiance en lui à partir des résultats de ses activités, et peut ainsi se mettre à expliquer lui-même (et y prendre plaisir!) ce qu'il fait et comment il l'a fait, en revenant sur les moments clés de son expérience.

*Nous organisons également des formations pratiques et théoriques permettant aux éleveurs de produire un lait de qualité, ce qui développe un climat de confiance avec les éleveurs des villages déjà touchés via les étables laitières pilotes.*

*Ainsi, des innovations au niveau des exploitations familiales peuvent passer à un niveau terroir lorsqu'elles mobilisent d'autres acteurs et être vecteur d'une véritable dynamique de DL.*

AVSF ©



## D'autres acteurs ont utilisé le levier « valeur ajoutée » et « complément de revenus » afin de promouvoir une innovation et la production de haricots verts et de pommes de terre

*Nous avons commencé uniquement avec les exploitants volontaires :*

- en aidant chacun à faire le bilan de ses activités antérieures

- en sélectionnant avec eux et sur la base de critères négociés, les participants

- en expliquant et adaptant selon les réactions des producteurs le dispositif de production.

*Grâce à des fiches techniques et guides d'entretiens, nous avons affiné notre connaissance et compréhension réciproque et surtout identifié ensemble les exploitants prêts à se lancer dans de nouvelles*

*méthodes de production en ayant évalué leurs limites dans la prise de risques.*

*Les guides d'entretien ont été réalisés à partir de questions très simples et traduites dans la langue locale. Il fallait poser des questions à travers lesquelles les producteurs, quel que soit leur niveau, se reconnaissent rapidement - pas de pourcentage, pas de coefficient... mais plutôt des références habituelles au milieu : utiliser les unités de mesures habituelles (les sacs pour les pommes de terre, les pots pour le lait, la corde pour les surfaces, etc.).*

*Les échanges avec les exploitants agricoles ont été authentiques : sur les revenus de leurs exploitations, sur la plus-value possible issue de la qualité des produits, sur l'innovation et les changements qu'elle apporte, sur ce que cela représente en termes financiers, mais aussi sur la facilité accrue quant à la recherche de nouvelle clientèle...*

Certains acteurs accompagnent les exploitants à innover pour améliorer leur production, à partir d'une meilleure analyse de leur activité économique en utilisant un outil spécifique : le Bilan Simplifié des Exploitations Familiales (BSEF)

Le BSEF permet de produire avec l'ensemble de la famille des informations quantitatives et qualitatives très diversifiées et riches sur les exploitations pour 2 utilisations principales :

- poser avec la famille un diagnostic de son exploitation afin d'envisager des améliorations ou conseils pour les campagnes suivantes
- renseigner en peu de temps et en recoupant avec plusieurs bilans, les principales caractéristiques et tendances relatives à l'agriculture ou l'élevage familial d'une zone géographique et envisager des mesures spécifiques.

Pour faire connaître et adopter cette méthode :

- nous mettons à la disposition des familles ce type d'outils adaptés à leurs réalités locales
- nous aidons à organiser des séances de sensibilisation et de présentation de la méthode et de l'outil avec les agriculteurs et les éleveurs d'une zone géographique, lorsque les autorités locales montrent un intérêt et une bonne compréhension de la méthode

• nous expliquons l'origine de la démarche, le rôle et l'importance d'une meilleure connaissance de la situation économique des exploitations

• les familles intéressées pour adopter le système sont alors identifiées et nous pouvons commencer le travail de diagnostic.

Le côté le plus délicat de la méthode est celui de faire émerger les bonnes informations, à partir de discussion avec les membres de la famille, dans un dialogue se voulant tout à la fois libre et ouvert. Pour cela il nous faut :

- commencer par un recueil d'informations d'ordre général sur l'histoire de l'exploitation, la composition de la famille
- faire participer toute la famille
- laisser la famille choisir leurs propres termes concernant le repérage des actifs de l'exploitation familiale
- analyser ensemble les résultats en vue de travailler sur l'avenir.

Les éléments du bilan peuvent soutenir les exploitants eux-mêmes ou être utilisés pour défendre la cause des agriculteurs et des éleveurs. Ce sont des données extrêmement importantes pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

## Soutenir par des moyens matériels

Au-delà des acteurs et de l'innovation, une dynamique de développement passe par un certain nombre de moyens et notamment :

- la mise en place de circuits économiques pour répondre à la demande locale mais aussi au-delà
- la mise en place d'espaces de partage et de solidarité (coopératives, réseaux d'acteurs, etc).

### Mise en place d'un fonds d'appui aux exploitations agricoles familiales comme levier à l'amélioration de la production

Nous avons favorisé la constitution d'un fonds d'appui aux exploitations familiales, basé sur la contribution des acteurs (en espèce ou en nature) :

- la contribution des acteurs en espèce ou nature : prélèvement d'1 FCFA sur chaque kilo de café/cacao vendu
- la mise à disposition de la structure villageoise d'un fonds public pour soutenir l'exploitation familiale.

Nous avons accompagné les conditions d'accès à ce fonds par les exploitations familiales, à deux niveaux :

- obtention d'une garantie sociale et solidaire (clan et groupement d'appartenance de l'exploitant)

• réduction des inégalités en donnant leurs chances aux plus démunis afin qu'ils puissent s'équiper et améliorer leurs conditions de production.

Chaque année les responsables présentent les bilans et reddition des comptes, toujours sur la place publique du village et en présence de représentants d'un village témoin.

Nous avons accompagné la structure villageoise pour renforcer ses compétences afin de garantir l'opérationnalité du fonds sans l'intervention d'acteurs externes.

Il ne peut y avoir de processus de DL sans la mise en place de mécanismes de financement appropriés et adaptés aux besoins des acteurs ; pas de DL non plus sans une articulation des actions avec les autres lieux de décisions, les politiques publiques régionales et nationales.



CIEDEL ©

## Suivre pour plus de qualité et de performance

Il s'agit bien ici, de produire mieux et pour ce faire, les agriculteurs et éleveurs ont besoin non seulement de politiques (cf. chapitre suivant) qui soutiennent l'AF (accès au foncier, aux financements, à la technique et aux technologies...) mais aussi de formation et/ou accompagnement de qualité sur ces différents points.

Les 8 expériences capitalisées ici utilisent chacune des moyens divers pour assurer qualité et performance :

- des outils de suivi et de contrôle technique de la qualité des actions mises en œuvre ; par exemple sur les exploitations, chaque chef de site dispose d'une fiche technique qu'il

renseigne auprès des producteurs. Ainsi, tout le système de traitement phytosanitaire et de gestion de la ressource en eau de l'exploitation est suivi de manière très régulière

- des collectes d'information par zone et par village sont mises en place afin de mieux cerner les contraintes sanitaires

- un dispositif technique est élaboré au niveau de la laiterie, avec affichage à l'entrée résumant les grandes lignes à adopter, ainsi qu'une liste d'interdits ; des outils techniques de vérification de la qualité sont disponibles et nous veillons au respect des procédures par des contrôles inopinés

- des formations sur l'hygiène et la qualité pour les éleveurs, ainsi que pour les salariés de la laiterie.

## 4. Dimension politique : « Un cadre institutionnel porteur »

### Se mettre ensemble, un autre levier clé

Une initiative isolée ou un fonctionnement trop autocentré peut vite devenir moins innovant ou source d'exclusion, et n'entraîne pas de dynamique de développement local.

Ainsi, développer des espaces nationaux et internationaux est aujourd'hui incontournable :

- Des réseaux d'échanges

Les démarches de sensibilisation, même si elles restent utiles dans certains cas, font date... et aujourd'hui, les acteurs quels qu'ils soient recherchent, avant tout, des expériences qui ont fait leur preuve dans des contextes plus ou moins similaires. Capitaliser, tirer les enseignements des expériences et les partager... voilà ce que les nouvelles technologies peuvent apporter via les réseaux : à la fois pour partager des expériences intéressantes et pouvant être utiles à d'autres, mais également parce qu'ensemble les acteurs sont plus forts et plus crédibles.

- Des organisations paysannes (OP) solides et compétentes

Créer des OP solides et compétentes, gérées par les paysans et les agriculteurs, eux-mêmes dynamiques et bien formés pour défendre leurs droits et pouvoir influencer

réellement les décideurs. Les organisations paysannes présentent aujourd'hui une réelle force, « dynamique capable de porter des changements structurels...puisque'étant un contre-pouvoir paysan »<sup>7</sup>.

### Ainsi, se faire connaître et reconnaître en :

- démultipliant une initiative pour la valoriser et la rendre partageable
- s'ancrant dans des réseaux plus larges
- faisant reconnaître officiellement l'initiative par les autorités administratives locales et nationales.

Telles sont les expériences vécues par les auteurs de ce livret...

### Des acteurs engagés tiennent à diffuser leurs expériences en donnant l'exemple mais également en frappant fort à travers les médias ou encore en s'adressant directement aux décideurs

- pour la production maraîchère, le succès du système de production a été diffusé à partir du ministère de tutelle. La société de produits maraîchers et les producteurs eux-mêmes ont diffusé largement, dans leurs réseaux et environnement directs, des informations sur la qualité des produits et sur l'intérêt et les gains supplémentaires. Ainsi, au niveau local, d'autres producteurs ont rapidement été intéressés par le système et se sont engagés dès la campagne suivante.

<sup>7</sup> « René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines » ; Collection Débat et controverse, GREP, N°9, Janvier 2014

• pour promouvoir la coopérative laitière, le président et le secrétaire de la coopérative ont pris l'initiative d'inviter le ministre pour une visite de la laiterie et de 2 étables, suivie d'une dégustation de produits finis de qualité.

D'autres moyens de communication ont été utilisés pour partager la réussite des actions menées :

- télévision et radio au niveau national
- publication d'articles dans des journaux quotidiens et sur le net
- utilisation des moyens de communication locaux (griots, conteurs, balafon ...)
- organisation de séances de démonstration sur les résultats acquis
- visites guidées, journées portes ouvertes, séances de dégustation et participations à des foires, etc.

## Agir avec et sur les politiques publiques

Le développement local tout comme les agricultures familiales est conditionné avant tout par des choix et des orientations politiques avant d'être une question technique. En effet, si l'on regarde plus spécialement l'agriculture, l'accès aux ressources publiques pour les agricultures familiales est très faible comparé à l'agriculture de type plus productiviste ; et le ROPPA<sup>8</sup>

de souligner « l'histoire agraire, notamment celle de l'agriculture européenne, montre que les exploitations de type familial, peuvent, si l'environnement politique et économique le permet, se moderniser et se 'capitaliser' tout en restant familial ». Les politiques agricoles ont un rôle primordial à jouer avec l'impératif de prendre en compte la diversité des agricultures.

**Ainsi, faire entendre sa voix d'acteurs requiert un travail de plaidoyer** - plus que jamais à l'ordre du jour avec l'année 2014 déclarée année internationale de l'agriculture familiale - en vue d'influencer les pouvoirs publics et d'infléchir les décisions tant au niveau local que national et international.

Cela ne s'improvise pas ; il s'agit de mobiliser et mutualiser des forces internes et externes au local, et de viser une reconnaissance légale en vue de développer une collaboration franche avec les autorités et meilleure cohérence entre acteurs (OP, état, coopération, marchés...) en termes de :

- recherche commune de solutions aux difficultés
- articulation avec les interventions des structures techniques de l'Etat, de la coopération et autres
- mise en place efficiente et cohérente de mécanismes de financement ou autres leviers qui ont pour obligation de développer des services et produits adaptés au DL / AF.

<sup>8</sup>. ROPPA : réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest

## Construire des organisations qui plaident chacune à leur niveau

Un acteur isolé peut difficilement porter sa voix au niveau des décideurs. **Il s'agit bien de constituer des forces d'influence à partir de groupes organisés** des organisations paysannes aux réseaux internationaux, en passant par des fédérations et des faïtières régionales et nationales.

Des OP ont émergé dans de nombreuses localités et se sont progressivement fédérées au niveau national voire même régional (supranational) afin de participer aux débats publics ; leur rôle est important même si, par rapport à des enjeux internationaux où de grandes puissances débattent, les acteurs en Afrique de l'Ouest se demandent souvent quel est leur réel poids et influence.

**Des acteurs déjà bien organisés au niveau de leur village (association villageoise de développement) ont mis en place une structure faïtière articulant le niveau villageois et communal afin de mutualiser les forces**

Nous avons accompagné l'émergence d'une faïtière constituée par les représentants des structures villageoises et l'avons mise en relation avec les autorités communales, ceci afin d'appuyer les initiatives et efforts des villages.

Un protocole a été signé entre le président de la faïtière, le maire de la commune et le sous-préfet. Le rôle et les responsabilités de chaque acteur sont clairement définis dans ce protocole.

C'est dans ce cadre que se gèrent les litiges, les conflits et les difficultés qui surgissent au niveau des villages ; un accompagnement par le maire et le sous-préfet est quelquefois nécessaire.

C'est dans ce cadre également que l'on veille au respect des engagements contenus dans le protocole.

Cette faïtière est non seulement un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement au niveau de la commune, mais elle appuie également les agriculteurs à travers :

- l'acquisition d'intrants agricoles
- le paiement de leur quote-part (auprès de la commune) pour la réalisation d'un périmètre maraîcher ou une école
- le suivi
- la consolidation et la pérennisation des actions à la base.

## S'engager dans le dialogue politique

A travers les 8 expériences, être force de proposition et d'influence pour que les politiques publiques soient en adéquation avec les besoins favorables aux DL/AF est primordial. Pour cela, les acteurs, OP, réseaux ... qui s'engagent dans un dialogue politique ou dans une action de plaidoyer exigent :

- **Une mise en confiance de l'ensemble des acteurs** à travers un mécanisme de communication directe permettant à chacun de mieux se saisir de l'objet et de son contenu
- **Une compréhension des enjeux de leur contribution...** et du niveau de leur contribution.

En effet, une politique publique s'élabore en plusieurs phases, allant de la question qui émerge à la mise en œuvre et au suivi de la nouvelle politique, en passant par la réflexion sur différents scénarii et la prise de décision... Les acteurs s'engagent dans un plaidoyer au niveau de l'une ou l'autre de ces phases, pour être informé régulièrement des avancées, mais le plus souvent pour apporter leur avis ou pour être associés à la décision.

Ainsi, plusieurs plateformes se sont développées ces dernières décennies en Afrique de l'Ouest notamment le ROPPA, les chambres d'agriculture qui représentent les OP nationales. Leur influence sur les politiques publiques existe avec cependant certaines limitations ; de même leur légitimité est souvent plus forte au niveau régional

(supra national) qu'au niveau national; elle dépend aussi des capacités de production, capacités à se placer de façon performante et durable sur des marchés etc.

### Des agriculteurs déjà organisés entre eux au sein de la FUPRO<sup>9</sup> ont ainsi participé activement au processus de relecture de la Politique Agricole de l'UEMOA<sup>10</sup> (PAU), accompagnés par des appuis extérieurs

*Le conseil d'administration de la FUPRO a d'abord été convaincu des enjeux des contributions des agriculteurs pour la PAU; il a donc décidé de préparer les organisations de base à se mobiliser pour ce processus d'élaboration de la PAU avant toute négociation avec le gouvernement du Bénin puis avec l'UEMOA. Il s'agissait donc de participer à l'élaboration des politiques agricoles nationales de chaque pays. Pour ce faire, tout un cheminement a été proposé pour accompagner les agriculteurs:*

- *Temps de réflexion et de compréhension de ce qu'est une politique agricole régionale (supra national) et une politique agricole nationale ; quels sont les liens entre les 2 niveaux et les enjeux*
- *Organisation d'ateliers pour faciliter la compréhension et discussion autour des aspects d'une politique agricole : relations économiques entre les professions, renforcement du pouvoir de négociation des OP, financement des producteurs ruraux, accès aux facteurs de production, etc.*

- *Elaboration de la cartographie des parties prenantes d'un processus d'élaboration d'une politique agricole*
- *Identification de la contribution des OP dans le processus : toutes les grandes idées sont synthétisées et soumises à la validation des producteurs; les synthèses sont visualisées; Définition participative des tâches de communication qui incombent au conseil d'administration de la FUPRO*

*Le gouvernement a ensuite été impliqué dans les ateliers au niveau régional et national.*

*Des soutiens importants: une couverture médiatique de tout le processus en français et langues nationales ; une contribution financière de l'Etat à l'organisation de l'atelier national.*

AVSF ©



<sup>9</sup>. FUPRO : Fédération des Unions de Producteurs du Bénin  
<sup>10</sup>. UEMOA : Union Economique et monétaire Ouest-Africaine

---

**« TU AS BEAU  
CONNAITRE LE TROU DU RAT,  
IL CONNAIT SON TROU  
MIEUX QUE TOI »**

---



## « Accompagner : une question de posture »

Les acteurs porteurs de leurs propres actions, sont bien au centre des dynamiques de développement local ; cependant, un accompagnement est souvent nécessaire pour renforcer leurs capacités et ainsi leur permettre d'assumer leurs propres choix de développement.

L'accompagnateur, par ses capacités d'animation, apportera essentiellement des expériences venues d'ailleurs et facilitera la recherche de consensus, la formalisation de la parole des acteurs,... en évitant de les déposséder de leurs réflexions et démarches.

**Ainsi, la posture d'une personne qui accompagne est délicate mais est une des clés du succès** de la construction de dynamiques de développement local. Une posture inadaptée peut également contribuer à l'échec.

Nous vous livrons ici, en vrac, quelques "convictions" issues de l'expérience des 8 participants à ce travail de capitalisation. Tous ont apporté un accompagnement à des acteurs, quels qu'ils soient.

*• Nous sommes des « personnes ressources » et non pas des « consultants ou experts.*

*• La place et la parole des acteurs est première.*

*• Accompagner c'est accueillir et écouter.*

*• Nous apprenons des anciens.*

*• Créer la relation de confiance est primordial (pour cela l'écoute active peut aider : capture de l'information, synthèse, reformulation, triangulation, restitution, validation...)*

*• La participation est le mot clé et ceci à toutes les étapes du travail d'accompagnement : animation des rencontres, production de rapports, validation, etc.*

### Et certains d'ajouter...

*• Je me positionne comme un aidant dans un processus d'autonomisation des acteurs.*

*• Je parle un langage commun, professionnel mais convivial.*

*• C'est le temps du paysan qui est le mien quand je suis en appui aux OP car j'ai le souci de l'appropriation et non de la satisfaction personnelle d'avoir épuisé tous les points de mes termes de références.*

*• J'évite d'imposer une rigidité méthodologique, je fonctionne avec le pragmatisme.*

*• J'améliore ma méthode de travail à partir des apports et réactions des acteurs. Ils sont source d'amélioration de mes savoir-faire et de ma démarche.*

*• Je travaille à partir des repères culturels des paysans pour réussir une animation rurale.*

L'agriculture familiale est au cœur des dynamiques économiques rurales.

Elle joue un rôle évident dans les questions de sécurité alimentaire directement lié à celles de productions agricoles. Derrière ce rôle se cache aussi celui des choix de consommation et en particulier de la consommation de proximité.

Mais ces fonctions productrices vont de pair avec d'autres rôles tout aussi importants :

1. social avec un lien structurel entre production et organisation de la famille, du village... et les capacités de résilience qui y sont associés
2. aménagiste en étant à la fois aménageur (dignes...) et demandeur d'aménagements (pistes...)
3. gestionnaire des ressources naturelles au côté des communes le plus souvent avec des enjeux environnementaux très forts

De plus, si l'agriculture familiale est un acteur du développement local, elle est aussi en demande d'appuis. En effet, l'amélioration de l'accès aux services de base (santé, éducation...) est une condition au maintien et à la dynamisation de l'agriculture familiale.

Celle-ci est directement concernée par des choix politiques et doit pouvoir être coproductrice de politiques publiques concernant :

1. la question foncière et plus globalement celle de l'accès aux ressources

2. l'articulation entre le local, le national et l'international et interrogeant les politiques agricoles et les processus de globalisation

3. sa capacité d'investir (accès aux crédits...) et d'innover (dans les techniques, la technologie, l'accès aux marchés...) pour montrer qu'elle est résolument moderne et porteuse d'avenir.

Ces enjeux doivent questionner les professionnels du développement (et les structures qui les forment) qu'ils soient agents de santé, agronomes ou spécialistes du développement local !

Il est donc nécessaire qu'ils soient en capacité de comprendre ce contexte et ses enjeux et d'accompagner des dynamiques de développement des territoires ruraux où l'agriculture familiale joue un rôle central avec des besoins spécifiques.



CIEDEL ©

---

**« IL FAUT SAVOIR  
CREUSER LE PUIITS  
MAINTENANT  
EN PRÉVISION  
DE LA SOIF  
DE DEMAIN. »**

---



---

**L'agriculture familiale est un choix de société...  
C'est aussi un enjeu majeur pour le développement local.**

**Cette capitalisation est le fruit d'une collaboration entre le  
RAFOD, le CIEDEL et des praticiens du développement local,  
en Afrique de l'Ouest, ayant une expérience spécifique dans le  
domaine de l'agriculture familiale.**

**C'est un travail modeste, une étape, mais nous espérons  
que ce livret pourra être utile à tous les professionnels du  
développement qui engagent des actions  
visant à promouvoir l'agriculture familiale.**

---

*Pour en savoir plus :*

### **Le RAFOD**

*« Réseau d'appui aux actions et formations pour le développement »*  
anime un réseau de 800 professionnels répartis dans 60 pays.

[www.rafod.org](http://www.rafod.org) - [rafod@rafod.org](mailto:rafod@rafod.org)  
19, rue d'Enghien - 69002 LYON- France

### **Le CIEDEL**

*« Centre International d'Etudes pour le Développement Local »*

est un institut universitaire / centre de formation en développement local,  
il s'appuie sur une équipe permanente et pluridisciplinaire qui dispense des formations et propose son  
expertise en matière de développement local, coopération décentralisée et solidarité internationale.

[www.ciedel.org](http://www.ciedel.org) - [ciedel@univ-catholyon.fr](mailto:ciedel@univ-catholyon.fr)  
19, rue d'Enghien - 69002 LYON- France

